



édito

L'émancipation pour tous



Depuis 6 ans, les réformes menées ont permis au taux de chômage d'atteindre son plus bas niveau depuis 40 ans. Ces résultats démontrent aux Français que le plein emploi est désormais accessible.

La lutte contre les assignations sociales, la promesse de l'émancipation, qui étaient au cœur de la campagne de 2017, sont possibles grâce au plein emploi. **Personne n'est inemployable.**

Le ministre Olivier Dussopt a donc présenté récemment le projet de loi pour le plein emploi. Les efforts doivent se poursuivre notamment envers les personnes les plus vulnérables qui ne sont plus accompagnées par le service public de l'emploi.

Près de 1,5 millions de **jeunes** ne sont ni en emploi, ni en études, ni en formation.

Le taux de chômage des **personnes en situation de handicap** reste encore très supérieur à celui du reste de la population (+5 points). Malgré la baisse rapide et continue du nombre de chômeurs en France, le nombre d'**allocataires du RSA** stagne.

Des **parents**, le plus souvent des mères, sont empêchés de prendre ou reprendre un emploi faute de place d'accueil des jeunes enfants.

La **création de France Travail** permettra réellement d'aider chaque personne à accéder à l'autonomie et à la dignité par le travail et à chaque entreprise de recruter dans un contexte où nombre d'entre elles indiquent rencontrer des difficultés pour pourvoir leurs postes.

Avec cette ambition de créer **200 000 nouvelles places d'accueil** d'ici 2030, ce projet de loi permettra également de répondre aux besoins des familles tout en levant un frein à l'accès à l'emploi.

En confiance,
Alexis BLONDEAU et toute l'équipe

Tableau de bord

HARO SUR LA FRAUDE FISCALE. 30 à 100 milliards d'euros sont dissimulés chaque année au fisc. Responsables : certains gros patrimoines et multinationales. Le plan anti-fraude du gouvernement, auquel tous les groupes politiques ont été associés, durcit les contrôles et aggrave les sanctions pour répondre à la demande de justice des Français. Avec notamment 25% de contrôles fiscaux supplémentaires, la chasse aux intermédiaires incitant à l'évasion fiscale et la création d'un service de renseignement actif au-delà des frontières pour lutter contre les grandes fraudes internationales.

LE DRAPEAU EUROPÉEN AU FRONTON DES MAIRIES. Malgré l'opposition du RN, de LFI et des communistes, l'Assemblée nationale a rendu obligatoire une proposition du groupe Renaissance stipulant que le drapeau étoilé européen soit symboliquement hissé devant les mairies de plus de 1500 habitants, à côté du drapeau français.

UN SERVICE PUBLIC DE LA PETITE ENFANCE. Pour « offrir à chaque enfant les mêmes chances », selon les mots de la première ministre, un plan pour faciliter la garde de jeunes enfants a fixé l'objectif d'ouvrir 200 000 nouvelles places en crèche, améliorer la formation des professionnels, renforcer l'attractivité des métiers, prévenir les maltraitements, augmenter l'aide financière aux familles monoparentales jusqu'aux 12 ans de l'enfant et associer les communes de plus de 3500 habitants.

RÉFORME DES LYCÉES PROFESSIONNELS. Malgré les crispations des syndicats du corps enseignant, Emmanuel Macron veut ériger la réforme des lycées professionnels, dont un tiers des élèves décroche alors que les dix métiers les plus recherchés s'apprennent en voie pro, en « cause nationale ». Reconnaissance, ascenseur social, indemnité de stage, lien avec l'entreprise sans sacrifier la culture générale, formations orientées vers l'emploi... un milliard d'euros y sera consacré chaque année.

RÉPONDRE A LA CRISE DU LOGEMENT. Prix élevés, mal-logement ... Le secteur immobilier est plongé dans une crise brutale : les réservations de logements neufs se sont effondrées et le marché locatif s'enraye. La crise est amplifiée par la hausse des taux d'intérêt, de 1,06 % en 2021 à 3,28 %, et les banques ont resserré le robinet du crédit. Les ménages, bloqués dans leur projet d'accession à la propriété, n'ont pas d'autre choix que de rester locataire. Or, plus de 2,4 millions de ménages se retrouvent désormais en attente d'un logement social. Le gouvernement a donc décidé de prendre le taureau par les cornes, la première ministre annonçant 200 dispositions inspirées des travaux du Conseil national de la refondation-logement : prêt à taux zéro prolongé, caution publique élargie pour les locataires, locations à loyer intermédiaire, accession sociale à la propriété, fin de la niche fiscale Pinel, soutien à la production de logements... minimal ».

... *en bref* ... Contre la **fraude sociale** qui, selon la Cour des comptes, détournerait entre 6 et 8 milliards d'euros chaque année (fraudes aux allocations, sociétés éphémères, retraités vivant hors de France, soins de santé, tourisme médical...), la carte Vitale et la carte d'identité seront progressivement fusionnées dans une seule et même carte sécurisée... Une « Météo des forêts » sur le site de Météo France indiquera quotidiennement la situation des forêts afin de mieux anticiper la **lutte contre les incendies**... On peut désormais résilier en trois clics ses différents **contrats assurances** - multirisque habitation, crédit immobilier, couverture santé - pour changer plus facilement d'assureur... Le **bonus réparation** des produits électroniques est multiplié par deux... Création d'un délit d'**« homicide routier »** et non plus involontaire pour conduite sous l'emprise de stupéfiants... Projet de loi de sécurisation de l'espace numérique, permettant notamment le **blocage des sites pornographiques** pour les mineurs... Tarifs d'achat de biogaz revalorisés pour les **méthanisateurs**...

À MI-MANDAT, LES ÉLUS MUNICIPAUX tirent leur bilan



Sur le département du Puy-de-Dôme, Renaissance compte une vingtaine d'élus municipaux. Ils ont accompli la moitié de leur mandat et reviennent sur leurs trois années d'exercice.

Finance et Covid

Le fait le plus marquant reste bien sur le COVID avec les mises en place de l'organisation du travail et des procédures sanitaires pour les écoles. Dans mon rôle au CHSCT, une grande partie de mon action a consisté à suivre les mises en place, avec des équipes qui ont fait un travail exemplaire, l'esprit du service public chevillé au corps.

Le sujet des finances reste le cœur de la vie de la collectivité : comment assumer les différents rôles qui incombent à la municipalité avec des rentrés qui sont difficilement maîtrisables. Néanmoins, nous avons pu faire de nombreuses économies en retravaillant l'ensemble des contrats qui nous lient à nos différents prestataires. Nous avons également été plus vigilants sur la gestion du personnel qui reste la charge principale de notre collectivité.

Yannick DICHAMPT
AUBIÈRE (MAJORITÉ)

Petite commune

Élu d'un village puydomois depuis 2020 (350 habitants), je ne peux pas dire que je suis emballé par ma fonction de conseiller municipal. Étant quelqu'un de «légaliste», je suis un peu abasourdi par le comportement quelque peu «je m'enfoutiste» de l'exécutif communal. Il aura fallu trois ans pour découvrir l'endettement très important et ancien de la commune, alors que, pourtant, le maire est élu depuis 40 ans.

Pour ma part, je me suis investi pendant de longs mois dans la création de l'adressage postale, la restauration du patrimoine, et maintenant le contrôle du budget. Heureux de mes réussites à mi-mandat, mais pas certain de l'avenir de ces (très) petites communes.

Pascal MONTAGNE
MARCILLAT

Contre-pouvoir

Etre élu dans l'opposition est souvent frustrant : on voit ce qui ne va pas et on se dit que nous ferions mieux si nous étions aux commandes. Frustrant et gratifiant à la fois lorsque les bonnes idées de votre projet municipal sont reprises par la majorité. C'est le cas par exemple de « notre » Avenue des Arts (Ballainvilliers) qu'ils nommeront le Cardo. De façon générale, le rôle d'opposant est important dans un système démocratique comme le nôtre. Nous sommes un contre-pouvoir qui joue son rôle. Sur les questions de tranquillité publique, nous avons poussé le maire à prendre des engagements en matière d'embauche de policiers municipaux qu'il n'aurait pas pris sinon.

Sur le projet InspiRe (Création de deux lignes de bus), la majorité ne voulait pas entendre parler de l'utilisation du TER régional, mais ses positions ont depuis évolué. Sur la qualité de vie au travail des agents de la ville, la majorité sait que nous les observons et que nous dialoguons avec les syndicats. Des progrès dans ce domaine-là résultent de nos actions comme par exemple la mise en place d'une enquête anonyme auprès du personnel pour mesurer sa satisfaction au travail.

Chaque jour nous apprenons davantage sur la gestion de la ville ce qui nous permettra lors des élections municipales de 2026 de faire des propositions plus robustes.

Alexis BLONDEAU et Eric FAIDY
CLERMONT-FERRAND (OPPOSITION)

Rassembler

Les missions d'un adjoint se cantonnent essentiellement au périmètre des délégations que lui a accordées le Maire. En ce qui me concerne le Développement durable et les Mobilités. Si, dans un premier temps, il s'agissait de mettre en application des mesures annoncées dans le programme lors de la campagne qui faisaient l'unanimité, nous sommes confrontés rapidement à de nouvelles problématiques ou à des adaptations de projets. Celles-ci vont nécessiter des explications, des concessions parfois auprès des autres élus.

Le travail en groupes thématiques d'élus est un des leviers que j'ai utilisé pour proposer des solutions les plus adaptées et en faciliter l'acceptabilité par tous.

Ce fut le cas en particulier pour définir un schéma cyclable propre à la commune d'Aubière, en cohérence avec le schéma cyclable métropolitain et, dans le cadre du renouvellement en cours du plan de gestion de l'ENS (Espace Naturel Sensible) du puy d'Aubière, pour alimenter le futur plan de gestion.

Thierry VATIN
ADJOINT AUBIÈRE



Ne rien lâcher

Depuis mon élection en 2020, j'ai pu m'occuper de différentes choses. Dès le début, je me suis intéressé au commerce et au patrimoine. Descendant d'une famille de cinq générations de commerçants, j'ai décidé de monter une association de commerçants sur Ambert et son territoire qui n'en avaient plus. J'ai réussi au bout de deux années de travail à réunir plus de 90 commerçants sur Ambert dans l'association. Plus des 3/4 des commerces ambertois ! Et bien entendu en étant bénévole. Mon deuxième challenge a consisté, avec une autre conseillère municipale, de remettre sur le devant de la scène une ancienne encyclopédie de Diderot et d'Alembert du XVIII^e siècle qui était stockée dans le grenier de la mairie. Les gens pourront en profiter dès cet été dans l'ancienne bibliothèque du tribunal.

S'imposer, faire quelque chose et le réussir peut-être mal perçu quand, comme moi, on a 20 ans et qu'on manque de crédibilité. Je conseille juste aux jeunes, dans la politique ou dans la vie de tous les jours, de ne rien lâcher et de poursuivre leurs actions, leurs souhaits et leurs rêves, car ce sont eux l'avenir.

Marius FOURNET
AMBERT (MAJORITÉ)

Frustration

Je suis élu au conseil municipal depuis un an suite au départ d'un conseiller municipal de la minorité. La tâche est obscure par nature mais, étant dans la minorité, j'ai un sentiment de frustration sur ma capacité à être force de proposition.

Si être élu est une chance pour faire bouger notre société, cela devient problématique face aux regards suspicieux grandissants des électeurs. En effet, le cumul des mandats associé à une multitude d'implication dans des conseils d'administration dilue l'efficacité des élus pour comprendre l'établissement qu'ils devraient piloter et pour anticiper les problèmes à venir. Certains privilégient leur « carrière politique » sans penser à l'intérêt général. Cela détourne les électeurs des bureaux de vote et parfois cela fait augmenter inutilement les impôts. Il en advient parfois suspicion et peut être violence.

Christophe CESCUT

PONT-DU-CHÂTEAU (MINORITÉ)

Garde-fou

En 2020, j'ai accepté de figurer sur la liste menée par un candidat rencontré dans les réunions « En marche » briguant la mairie de ma commune de résidence Royat. En contexte Covid et face à un maire très bien implanté, nous n'avons pas gagné, loin de là ! Nous nous sommes retrouvés avec seulement trois élus sur 27 conseillers municipaux. Depuis, nous essayons de faire vivre le conseil municipal en participant activement pour que ce conseil (que j'avais probablement un peu idéalisé) ne (re)devienne pas une simple chambre d'enregistrement sans aucun débat, comme le souhaiterait sans doute le maire et sa majorité. Les échanges sont parfois tendus car il y a un passif relationnel et que la majorité donne l'impression de défendre bec et ongles son « fromage ». Tout est fait pour nous user, voire nous dégoûter de participer, mais je tiens bon car je sais que je peux avoir un rôle utile de garde-fou. Nous avons ainsi choisi quelques dossiers sur lesquels nous avons un peu plus bataillé : sauvegarde du Prieuré (monument historique accolé à l'église) avec des recours au Tribunal administratif contre les délibérations de vente à un marchand de biens, alerte sur la situation financière de la commune qui était niée jusqu'à une forme de mise « sous tutelle » en 2021.

Ma satisfaction, c'est d'avoir acquis un peu d'expérience politique et d'avoir gagné en crédibilité interne sur ma compétence technique en gestion des dossiers d'une commune. Mon espoir, c'est de parvenir à constituer une liste capable de gagner Royat en 2026.

Philippe JOUFFRET

ROYAT (MINORITÉ)

La charge des subventions associatives

Démarrer un mandat, le premier, en pleine période de COVID n'a pas été chose facile. Il a fallu apprendre sur le tas, construire sur nos erreurs...

A mi-mandat, avec maintenant une fonction d'adjoint, les règles sont maintenant acquises, y compris les relations entre élus. Un des projets de notre programme était de mettre de la transparence et de l'équité sur les attributions annuelles de subventions aux associations. Je suis chargé de ce dossier. Historiquement basées sur une reconduction quasi automatique, l'objectif était d'introduire des critères de fonctionnement et d'objectifs communs à toutes les associations. Après de nombreuses réunions de travail avec l'opposition et de nombreuses hypothèses infructueuses, nous sommes arrivés à une définition claire des critères et à un règlement validé par le groupe de travail et la commission vie associative. Le bilan est positif une fois que l'on a compris les rouages internes et externes. Je pense avoir apporté un éclairage nouveau, un espace d'échange et une co-construction avec les forces en présence.

Hervé GRANDJEAN

BEAUMONT (MAJORITÉ)



Deuxième Agora de Renaissance 63

Vendredi 12 mai à Gerzat. Vendredi 12 mai à Gerzat. Deuxième Agora de Renaissance 63 à laquelle tous les adhérents étaient invités. Sur la base d'un support visuel préparé par Valérie

Iker, Laure Bordes et Geoffrey Dufour, présentant les propositions du plan gouvernemental, la discussion s'est engagée longuement autour de la feuille de route des « Cent jours » présentée par Elisabeth Borne. Toujours dans l'esprit de l'Agora : libre parole, échanges courtois, pas de grands discours. Les questions de la santé et de l'expérimentation territoriale ont été les plus abordées. Chacun a pu réagir en fonction de son expérience ou de ses compétences avant de continuer à débattre informellement un verre à la main.



L'Europe en débats

► Chaque année, le 9 mai, la Journée de l'Europe célèbre la paix et l'unité en Europe. L'association Pour une Renaissance Européenne 63 a organisé ce jour-là trois réunions pour « Parler d'Europe » au plus près des citoyens à

Clermont-Ferrand, à Chateldon et à Nohanent.

► Deuxième étape, vendredi 26 mai pour des échanges entre Fabienne Keller et de nombreux adhérent(e)s et sympathisants de Renaissance 63, du Modem et d'Horizon, dans la salle d'une brasserie clermontoise. Toujours très directe, très à l'aise dans sa fonction de députée européenne Reniew (en charge de la mobilisation au sein du Bureau exécutif de Renaissance et ancienne maire de Strasbourg), Fabienne a déroulé l'action européenne du mouvement, ravie à l'évidence d'être parmi les militants pour partager sa passion politique qui a amené cette ancienne LR à rejoindre dès le début Emmanuel Macron dont l'Europe constitue un des principaux marqueurs.

► Troisième étape, vendredi 9 juin, avec la venue de l'eurodéputé Renew Bernard Guetta à l'invitation de Renaissance Européenne 63 dont nous ne pouvons rendre compte, cette newsletter étant déjà bouclée.



Renaissance Puy-de-Dôme organise le samedi 2 septembre son université de rentrée : formation, débats, conférence, agora. Réservez déjà dès maintenant votre journée pour participer à ce grand événement autour de la majorité présidentielle.

On n'oublie pas : Le 7 et 8 octobre, c'est à Bordeaux que nous nous retrouverons tous pour le premier Campus européen de Renaissance.



Pourquoi j'ai adhéré à Renaissance ?

ALBIN FABRY

23 ANS, TECHNICIEN SUPÉRIEUR EN HYDRAULIQUE À CLERMONT

Cette année, à 23 ans, j'ai décidé de m'investir en politique en rejoignant Renaissance. Issues d'une famille d'ouvriers et petit-fils de résistant, les valeurs qui comptent le plus pour moi sont le respect et le travail (raisons pour lesquelles je n'ai pas pris ma carte à LFI...). Depuis mon plus jeune âge, j'ai toujours été intéressé par la politique. Ce qui me passionne dans ce domaine, c'est l'influence dans notre vie quotidienne des décisions qui sont prises. J'ai choisi de rejoindre Renaissance car je

trouve le bilan du président très positif. Il m'est insupportable d'entendre certains Français se plaindre en permanence des présidents et gouvernements successifs (c'est visiblement une tradition Française de ne jamais être satisfait des hommes politique...). Le président Macron a fait ce qu'il a pu avec les moyens dont il disposait. Dans la vie, lorsqu'on n'est pas satisfait des choix d'une personne (qu'il soit élu, membre d'une association, chef d'entreprise...), on dispose de deux options : soit on se plaint et on ne fait rien ; soit on travaille, on essaie de prendre la place de cette personne et on fait changer les choses. »

Accélération des réformes sur tous les fronts

Ni pause, ni procrastination ! Malgré un contexte social et politique difficile marqué par l'allongement de la durée de travail - une réforme indispensable pour maintenir à flot le financement du système de retraites et qu'il s'agit d'appliquer avec équité selon les métiers -, Emmanuel Macron et le gouvernement ont décidé de garder le cap sur la transformation de la France, au-delà des actions sur les Cent jours. Plusieurs pistes sont ouvertes pour libérer l'avenir sur nombre de questions dites « structurelles ». Reste un sujet : sur chacune de ces questions, il faudra trouver une majorité politique au sein d'une représentation nationale totalement bloquée, tant elle est obsédée par un anti-macronisme primaire. Panorama.



► **Partage de la valeur.** Autrement dit, un projet de loi devrait prochainement acter l'accord intervenu entre tous les partenaires sociaux (sauf la CGT) qui obligera à une répartition des bénéfices entre capital et travail, au profit des salariés au sein des entreprises

de plus de 11 personnes qui ont réalisé des profits au cours des trois dernières années. Ce soutien au pouvoir d'achat sera distribué sous forme d'intéressement, de participation ou de primes défiscalisées.



► **Plan de transition écologique.** Pour se conformer à l'objectif européen de décarbonation de l'économie - neutralité carbone en 2050 -, sans lequel aucune maîtrise du réchauffement climatique n'est envisageable et la biodiversité sacrifiée,

une trajectoire de transition écologique a été fixée secteurs par secteurs, y compris ceux affectant la vie quotidienne, pour réduire les émissions de dioxyde de carbone (CO2) à échéance de 2030. La baisse devrait être deux fois plus importante (55%) ces huit prochaines années que celle réalisée au cours des trente précédentes. C'est ainsi que les émissions des bâtiments devront être réduites de 53% par rapport à 2022, celles de l'énergie de 42,5%, celles de l'industrie des 37,5%. Même tendance pour les transports et l'agriculture. Principaux leviers : rénovation thermique, véhicules électriques, décarbonation des principaux sites industriels, substitution des engrais, remplacement des chaudières à fioul et à gaz. Un effort qui, selon Elisabeth Borne, « ne sera pas une promenade de santé », et dont la moitié proviendra des entreprises, un quart des ménages et le quart restant des collectivités.



► Industrialisation « verte ».

Alors que la France a été pour la quatrième année consécutive le pays européen le plus attractif pour les investissements étrangers, il s'agit de procéder à des investissements massifs pour une réindustrialisation massive, de nature écologique, à l'image des « gigafactories » d'usines de batteries électriques implantées dans le nord. A la clé, création d'emplois et de richesses, financement du modèle social et réduction du déficit commercial, lutte contre l'effet de serre et préservation de la biodiversité, comme l'inflation reduction act en a donné le signal aux Etats-Unis.

Pour ce faire, en liaison avec les territoires, subventions et aides publiques seront distribués sous forme de crédits d'impôts (500 millions d'euros par an), principalement dans les secteurs « verts » de l'industrie : semi-conducteurs, hydrogène, panneaux solaires, pales d'éoliennes, pompes à chaleur, nucléaire, batteries, recyclage, process décarbonés, accès aux métaux critiques, dépollution des friches, formation aux métiers d'avenir. A cet égard, les procédures seront accélérées et l'épargne mobilisée avec la création de produits d'épargne verts, en particulier pour des projets à fort impact territorial. Un montant d'investissements de plusieurs dizaines de milliards d'euros est planifié jusqu'en 2030 dans lequel seront intégrés les 54 milliards d'euros du plan France 2030.



► Fin de vie.

Comment accompagner la mort sans donner la mort, tout en disposant librement de celle-ci ? Devant les membres de la Convention citoyenne qui ont beaucoup travaillé sur ce dossier difficile dans la mesure où il touche à l'intime de chacun et qui se sont montrés favorables à la légalisation de l'euthanasie, le président de la République s'est engagé à présenter un projet de loi sur la fin de vie avant la fin de l'été. L'évolution législative soulève nombre de questions : accès aux soins palliatifs, suicide assisté ou mort choisie, des mineurs et des malades psychiques, rôle des médecins, droits des patients à l'euthanasie...

Chantiers à venir

D'autres grandes réformes sont dans les tuyaux. Le 19 juin, le gouvernement présentera un plan de **réduction de l'endettement et des dépenses publiques** qui ont atteint un niveau insoutenable, sans recourir à un régime d'austérité.

La **politique migratoire** sera également au programme des prochains mois pour arrêter un dispositif qui, à la fois, régleme plus fermement la situation des étrangers en France et ouvre sur la régularisation des travailleurs sans papiers dans les secteurs en tension.

Encore au menu : la **vie au travail** et les améliorations de son exercice, la mise en œuvre d'un **plan eau** posant la question de la régulation à son accès et à son partage en période de pénurie.

Composition du bureau départemental

Alexis Blondeau
Président
Rénatie Lepaysan
Secrétaire Générale
Laure Bordes
Trésorière
Karina Monnet
Responsable élus
Conseil National

COMMUNICATION EVÈNEMENTS
Christophe Bonicel
Coordinateur
Léa Engamba
Valérie Iker
Alexandra Ford
Jean-Paul Besset
Joël Brandely
Éric Faïdy

TERRITOIRES
Karine Legrand
Coordinatrice
Valérie Thomas
Dominique Giron
Pascaline Bidoung
Olivier Morel
Stéphane Bayle
Geoffrey Dutour
Nicolas Deligand

WEB / RESEAUX SOCIAUX

facebook.com/RenaissancePuyDeDome
 twitter.com/Renaissance63_
 parti-renaissance.fr

CONTACT MAIL

puy-de-dome@parti-renaissance.fr

Commission ÉGALITÉ FEMMES/HOMMES **Pascaline Bidoung**
Commission EUROPE **Annette Dumas**
Commission GRAND ÂGE **Geoffrey Dutour**